

s'agisse, aujourd'hui, de produire plus de denrées, mais plutôt de créer plus de pouvoir d'achat. Sous notre régime actuel des salaires, la seule manière par laquelle nous puissions faire cela est d'employer des gens et de les payer, puis nous pouvons acheter ce qu'ils produisent. Aujourd'hui, si les gens touchaient des salaires réguliers, ils n'auraient pas besoin de venir au dépôt chercher du lait, ils pourraient l'acheter. S'ils avaient des salaires convenables, ils ne seraient pas obligés de s'adresser aux institutions de charité pour se procurer des chaussures; ils en achèteraient. S'ils obtenaient de l'emploi, ils pourraient se construire des foyers. Le malheur est que les gens n'ont pas de puissance d'achat. Ils ne peuvent obtenir d'argent sans le gagner à travailler. On devrait donc procurer du travail aux hommes et aux femmes de notre pays pour leur permettre de gagner des salaires. Je ne pense pas qu'il se trouve un grand nombre de gens désireux de continuer à vivre de charité; cependant, si nous continuons pendant quelque temps à agir comme nous le faisons, nous allons certainement susciter une certaine classe de paresseux qui attendront tout de l'Etat. La plupart des citoyens désirent travailler pour gagner l'argent qu'ils retirent, mais notre système actuel ne nous permet pas de leur donner du travail.

L'honorable député de Weyburn (M. Young) me semble avoir raison de dire que le Gouvernement ne peut prélever les fonds d'un régime convenable de secours. Cependant le budget paraît nous annoncer qu'il faudra payer jusqu'au dernier sou les intérêts sur les obligations. Le premier ministre nous dit que c'est là une partie de notre devoir national, qu'il nous faut être loyaux envers les détenteurs de titres et ainsi de suite. Je voudrais bien voir respecter toutes nos obligations et me montrer loyal envers les rentiers de l'Etat, mais je soutiens, monsieur l'Orateur, que nous devons nous montrer loyaux envers les citoyens canadiens qui ont émigré dans notre pays afin de s'y établir avec leurs familles, et que nous devons nous montrer loyaux envers les fils des pionniers qui ont sacrifié une ou deux générations pour assurer un héritage à leurs enfants et à leurs petits-enfants dans notre cher pays. Nous ne nous montrons pas loyaux envers la masse du peuple. Nous sommes loyaux, si vous voulez, envers les rentiers disséminés dans tout l'univers et surtout envers ceux qui possèdent les obligations de nos chemins de fer. Il nous faut être loyaux envers ces personnes-là. Mais les nôtres? Il n'en est pas question. On veut protéger d'abord nos porteurs d'obligations. Je le veux bien, mais pourvu que nous puissions aussi protéger le peuple. Si nous ne pouvons faire les deux, le

[M. Woodsworth.]

bien-être des hommes, des femmes et des enfants de notre pays doit certainement passer avant celui des détenteurs d'obligations.

Presque toutes les classes de la société ont leur part de souffrances. Les hommes d'affaires ont eu leur part de pertes depuis déjà quelques années; les salariés ont la leur dans la diminution de leurs salaires ou la perte de leur emploi. Les fonctionnaires ont eu leur part en voyant réduire leurs salaires et parfois abolir leurs positions, les vétérans de la guerre auront aussi leur part si l'on adopte les propositions énoncées dans le budget; leurs pensions vont être supprimées dans certains cas, ou du moins on les oblige à faire un choix. Les effets de la dépression se font sentir partout. Tous acceptent leur part de pertes, sauf les rentiers de l'Etat, les porteurs d'obligations. Ils n'ont subi jusqu'ici aucune perte. Les autres rentiers ont subi de lourdes pertes par suite de la baisse des actions, mais non pas les détenteurs des obligations de l'Etat. Ceux-là, il faut les protéger à tout prix. Tant qu'existera dans notre pays la richesse représentée par la possession des obligations de l'Etat, le Gouvernement n'a pas raison de ne pas établir un mode de secours convenable et meilleur que celui d'aujourd'hui et de ne pas fournir de l'emploi aux gens pour leur permettre de gagner leur vie. S'il faisait cela, il augmenterait la puissance d'achat du peuple et ranimerait l'industrie.

Le projet de loi que nous examinons en ce moment donne au Gouvernement des pouvoirs analogues à ceux qu'on lui a donnés en temps de guerre. Si une nouvelle guerre survenait, nous trouverions facilement, j'en suis sûr, l'argent requis pour subvenir aux frais de cette guerre. On trouverait bien moyen de transporter les soldats au front. Nous pourrions certainement organiser nos usines pour fabriquer des munitions. Nous pourrions voir à ce que nos filatures et nos fabriques de chaussures pussent fournir les vêtements requis par nos soldats au front. Nous pourrions faire tout cela. Cela prouve que, dans la guerre actuelle contre la pauvreté, nous pourrions si nous nous y mettions sérieusement, pourvoir aux besoins du peuple. On ne saurait en douter. Je veux proclamer à la face du Parlement et du pays que le Gouvernement, après s'être fait attribuer les pouvoirs que lui confère ce projet de loi, n'a plus d'excuse pour ne pas employer les mesures de guerre dont j'ai parlé pour pourvoir aux besoins du peuple canadien.

Je termine. On ne devrait pas laisser aller les choses à la dérive d'une année à l'autre. Je l'ai dit l'autre jour, cette façon de laisser aller les choses à la dérive, et l'on ne saurait appeler autrement le système actuel de nourrir les gens, vient de ce que nous avons pensé